

# Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Crabtree

Code géographique : 61013

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierre Rondeau, atteste la véracité du rapport financier

de Crabtree pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.  
(Nom de l'organisme)

Date 2014-04-28 Signature \_\_\_\_\_

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

## **Section I - États financiers**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la municipalité de Crabtree, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Crabtree au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Crabtree inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15,16,23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Boisvert & Chartrand, s.e.n.c.r.l.  
par Guy Chartrand, CPA auditeur, CA  
Joliette

DATE 2014-04-28

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<b>Budget 2013</b>		<b>Réalisations 2013</b>		<b>Réalisations 2012</b>
		<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Ventilation de l'amortissement</b>	<b>Total</b>	
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	4 043 822	4 046 711		4 046 711	4 122 087
Compensations tenant lieu de taxes	2	29 000	27 508		27 508	29 925
Quotes-parts	3					
Transferts	4	206 506	283 010		283 010	250 201
Services rendus	5	728 445	600 823		600 823	535 023
Imposition de droits	6	86 500	152 966		152 966	88 873
Amendes et pénalités	7	19 000	27 712		27 712	22 491
Intérêts	8	55 392	33 906		33 906	37 918
Autres revenus	9	40 200	427 322		427 322	232 626
	10	5 208 865	5 599 958		5 599 958	5 319 144
<b>Investissement</b>						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13					503 294
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15		58 473		58 473	275 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17		58 473		58 473	778 294
	18	5 208 865	5 658 431		5 658 431	6 097 438
<b>Charges</b>						
Administration générale	19	602 006	669 525	13 877	683 402	597 803
Sécurité publique	20	557 168	558 153	2 870	561 023	520 758
Transport	21	775 652	796 114	210 891	1 007 005	967 452
Hygiène du milieu	22	825 327	809 403	643 061	1 452 464	1 434 799
Santé et bien-être	23	6 026	5 382		5 382	3 681
Aménagement, urbanisme et développement	24	93 310	926 848	26 243	953 091	132 476
Loisirs et culture	25	985 693	992 021	125 043	1 117 064	1 033 917
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	389 748	417 895		417 895	407 618
Amortissement des immobilisations	28	897 500	1 021 985	( 1 021 985 )		
	29	5 132 430	6 197 326		6 197 326	5 098 504
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	76 435	(538 895)		(538 895)	998 934

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<b>2013</b>		<b>2012</b>
		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	76 435	(538 895)	998 934
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 58 473 ) (	778 294 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	76 435	(597 368)	220 640
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	897 500	1 021 985	995 185
Produit de cession	5			10 987
(Gain) perte sur cession	6			(10 987)
Réduction de valeur / Reclassement	7			63 440
	8	897 500	1 021 985	1 058 625
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9		838 807	5 747
Réduction de valeur / Reclassement	10			(63 440)
	11		838 807	(57 693)
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	741 085 ) (	570 556 ) (	534 356 )
	18	(741 085)	(570 556)	(534 356)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	322 550 ) (	793 415 ) (	451 005 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		25 790	
Excédent de fonctionnement affecté	21	77 700	195 717	81 413
Réserves financières et fonds réservés	22	12 000	54 209	26 686
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(232 850)	(517 699)	(342 906)
	26	(76 435)	772 537	123 670
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		175 169	344 310

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<b>2013</b>		<b>2012</b>
		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Revenus d'investissement</b>	1		58 473	778 294
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2	( )	6 308 )	48 746 )
Sécurité publique	3	( )	( )	( )
Transport	4	226 550 )	1 230 720 )	1 052 119 )
Hygiène du milieu	5	( )	1 139 295 )	118 361 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	72 000 )	121 542 )	67 876 )
Loisirs et culture	8	24 000 )	232 307 )	90 541 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )
	10	322 550 )	2 730 172 )	1 377 643 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11	( )	54 599 )	558 109 )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		2 137 102	3 275 847
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14	322 550	793 415	451 005
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		297 181	(298 343)
	18	322 550	1 090 596	152 662
	19		442 927	1 492 757
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20		501 400	2 271 051

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	980 117	1 001 249	972 947
<b>Charges sociales</b>	2	250 537	270 753	229 294
<b>Biens et services</b>	3	2 115 848	2 821 599	1 839 905
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	370 018	398 155	380 061
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	19 730		
D'autres tiers	7		19 740	27 557
Autres frais de financement	8			
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	498 680	497 213	494 287
Autres	10		145 077	140 852
Autres organismes	11		21 616	16 606
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	897 500	1 021 985	995 185
<b>Autres</b>				
- Créances douteuses	13		(61)	1 810
-	14			
-	15			
	16	5 132 430	6 197 326	5 098 504

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	4 043 822	4 046 711	4 122 087
Compensations tenant lieu de taxes	2	29 000	27 508	29 925
Quotes-parts	3			
Transferts	4	206 506	283 010	753 495
Services rendus	5	728 445	600 823	535 023
Imposition de droits	6	86 500	152 966	88 873
Amendes et pénalités	7	19 000	27 712	22 491
Intérêts	8	55 392	33 906	37 918
Autres revenus	9	40 200	485 795	507 626
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	5 208 865	5 658 431	6 097 438
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	612 006	683 402	597 803
Sécurité publique	13	559 368	561 023	520 758
Transport	14	930 652	1 007 005	967 452
Hygiène du milieu	15	1 450 327	1 452 464	1 434 799
Santé et bien-être	16	6 026	5 382	3 681
Aménagement, urbanisme et développement	17	93 610	953 091	132 476
Loisirs et culture	18	1 090 693	1 117 064	1 033 917
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	389 748	417 895	407 618
	21	5 132 430	6 197 326	5 098 504
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	76 435	(538 895)	998 934
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		19 340 861	18 341 924
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			3
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		19 340 861	18 341 927
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		18 801 966	19 340 861

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	76 435	(538 895)	998 934
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	322 550 ) (	2 730 172 ) (	1 377 643 )
Produit de cession	3			10 987
Amortissement	4	897 500	1 021 985	995 185
(Gain) perte sur cession	5			(10 987)
Réduction de valeur / Reclassement	6			63 440
	7	574 950	(1 708 187)	(319 018)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		784 208	(615 807)
Variation des stocks de fournitures	9		(5 210)	2 986
Variation des autres actifs non financiers	10		(1 026)	(2 402)
	11		777 972	(615 223)
	12	651 385	(1 469 110)	64 693
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	651 385	(1 469 110)	64 693
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(8 705 589)	(8 770 289)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			7
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(8 705 589)	(8 770 282)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(10 174 699)	(8 705 589)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	1 896 508	1 660 478
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	1 886 895	2 167 161
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9	3 783 403
		3 827 639
<b>PASSIFS</b>		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	525 953	430 140
Revenus reportés (note 12)	173 981	201 656
Dette à long terme (note 13)	13 240 212	11 884 020
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	17 956	17 412
	16	13 958 102
		12 533 228
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(10 174 699)
		(8 705 589)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	28 787 275	27 079 088
Propriétés destinées à la revente (note 16)	121 726	905 934
Stocks de fournitures	46 731	41 521
Autres actifs non financiers (note 17)	20 933	19 907
	22	28 976 665
		28 046 450
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	18 801 966
		19 340 861

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(538 895)	998 934
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 021 985	995 185
Autres			
-	3		
-	4		
	5	483 090	1 994 119
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	280 266	(206 019)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	95 813	(68 999)
Revenus reportés	9	(27 675)	59 008
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	544	
Propriétés destinées à la revente	11	784 208	(615 807)
Stocks de fournitures	12	(5 210)	2 986
Autres actifs non financiers	13	(1 026)	(2 402)
	14	1 610 010	1 162 886
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 2 730 172 )	( 1 377 643 )
Produit de cession	16		10 987
	17	(2 730 172)	(1 366 656)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(                    )	(                    )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	2 137 102	4 095 300
Remboursement de la dette à long terme	24	( 762 632 )	( 777 482 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		(1 575 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(18 278)	(27 632)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 356 192	1 715 186
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	236 030	1 511 416
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	1 608 016	96 600
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	32	1 844 046	1 608 016

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

### 1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est une personne morale de droit public constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérent avec ces normes.

#### Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

#### A) Périmètre comptable et partenariat

##### Quotes-parts versées à la M.R.C.

La Municipalité est membre de la Municipalité Régionale de Comté de Joliette. La quote-part de la dette à long terme de la Municipalité au niveau de la M.R.C. s'établissait à 47 071 \$ au 31 décembre 2013 (43 094 \$ au 31 décembre 2012).

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Revenus

Les revenus des projets et autres revenus sont constatées lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les revenus de placement sont constitués des intérêts sur trésorerie, des intérêts sur placements et prêts et des gains et pertes réalisés sur la vente des placements. Les produits sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

#### C) Actifs financiers

##### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

##### Passifs

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un premier temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**D) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de leur valeur de remplacement, selon le moins élevé des deux. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur nette de réalisation correspond au coût de remplacement.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont inscrites au coût d'acquisition ou, dans le cas de dons ou contributions, à leur juste valeur marchande au moment où ils sont reçus, et amorties sur leur durée prévue d'utilisation selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Usines et bassins d'épuration, conduites d'aqueduc et d'égout, purification et traitement de l'eau, chemins et trottoirs, bâtiments - 40 ans

Système d'éclairage des rues, stationnements, aménagement de parcs publics, véhicules lourds - 20 ans

Véhicules - 3 à 10 ans

Ameublement, équipement de bureau, machinerie, outillage et équipement - 5 à 10 ans

Matériel informatique - 5 ans

Amélioration locative - 10 ans

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**F) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite simplifié offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

S.O.

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments**

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

**Dépenses reportées**

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts.

**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

Le 1er janvier 2013, la municipalité a adoptée les recommandations des chapitres suivants des normes comptables canadiennes pour le secteur public.

***Chapitre SP 1201, Présentation des états financiers***

Ce chapitre exige la présentation des gains et pertes de réévaluation dans un nouvel état financier. De plus, l'excédent ou le déficit cumulé est présenté comme étant le total de l'excédent ou déficit cumulé lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière et les informations exigées sont présentées dans les états financiers.

***Chapitre SP 3410, Paiements de transfert***

Ce nouveau chapitre établit les normes sur la façon de comptabiliser les paiements de transfert, du point de vue tant du cédant que du bénéficiaire. Les états financiers des exercices antérieurs, y compris les informations présentées aux de comparaisons ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	135 133	154 247
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 039 859	1 044 447
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	221 144	247 559
Organismes municipaux	8	73 500	98 000
Autres			
- Divers	9	417 259	622 908
-	10		
	11	1 886 895	2 167 161
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	747 803	825 717
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	333 796	447 958
	15	1 081 599	1 273 675
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		1 356
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ( 17 956 )	( 17 412 )
	27 ( 17 956 )	( 17 412 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29 544	2 569
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 46 468	42 582
Régimes de retraite des élus municipaux	32 4 303	3 454
	33 51 315	48 605
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
<b>Note</b>		
<b>10. Emprunts temporaires</b>		
La municipalité dispose d'une marge de crédit de 500 000 \$ au taux préférentiel plus 0,5 %, renouvelable annuellement.		
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>		
Fournisseurs	37 128 366	116 758
Salaires et avantages sociaux	38 110 215	65 813
Dépôts et retenues de garantie	39 86 393	35 842
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus sur dette LT	42 93 178	84 153
- Frais courus	43 107 801	114 807
- TVQ à payer	44	12 767
-	45	
-	46	
	47 525 953	430 140
<b>Note</b>		
<b>12. Revenus reportés</b>		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	
Autres		
-	50 173 981	201 656
-	51	
	52 173 981	201 656
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	6,54	2014	2033	53	12 989 152	11 499 652
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	334 565	449 595
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	13 323 717	11 949 247
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( 83 505 )	( 65 227 )
					63	13 240 212	11 884 020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2014	64	72	1 358 814	80	89	97	1 358 814
2015	65	73	2 912 600	81	90	98	2 912 600
2016	66	74	1 668 200	82	91	99	1 668 200
2017	67	75	4 327 400	83	92	100	4 327 400
2018	68	76	163 300	84	93	101	163 300
2019 et +	69	77	2 558 838	85	94	334 565	2 893 403
	70	78	12 989 152	86	95	334 565	13 323 717
Intérêts et frais accessoires				87			104
	71	79	12 989 152	88	96	334 565	13 323 717

**Note**

		<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(9 093 100)	(7 431 914)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108	(1 081 599)	(1 273 675)
	109	(10 174 699)	(8 705 589)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<b>15. Immobilisations</b>		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	6 510 908	138		165		192	6 510 908
Eaux usées	111	14 866 237	139		166		193	14 866 237
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	7 069 191	140	531 152	167		194	7 600 343
Autres	113	4 913 562	141	188 623	168		195	5 102 185
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	3 350 239	143		170		197	3 350 239
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	223 976	145		172		199	223 976
Ameublement et équipement de bureau	118	32 100	146	9 650	173		200	41 750
Machinerie, outillage et équipement divers	119	378 359	147	46 754	174		201	425 113
Terrains	120	564 966	148	17 236	175		202	582 202
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>37 909 538</u>	150	<u>793 415</u>	177		204	<u>38 702 953</u>
Immobilisations en cours	123	<u>65 509</u>	151	<u>1 936 757</u>	178		205	<u>2 002 266</u>
	124	<u>37 975 047</u>	152	<u>2 730 172</u>	179		206	<u>40 705 219</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125	2 101 685	153	162 778	180		207	2 264 463
Eaux usées	126	4 322 185	154	472 298	181		208	4 794 483
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 271 774	155	189 930	182		209	1 461 704
Autres	128	1 359 612	156	53 933	183		210	1 413 545
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 550 000	158	83 756	185		212	1 633 756
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	130 066	160	14 133	187		214	144 199
Ameublement et équipement de bureau	133	10 161	161	5 876	188		215	16 037
Machinerie, outillage et équipement divers	134	150 476	162	39 281	189		216	189 757
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>10 895 959</u>	164	<u>1 021 985</u>	191		218	<u>11 917 944</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>27 079 088</u>					219	<u>28 787 275</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	230	121 726	129 380
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232		776 554
	233	121 726	905 934
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	121 726	905 934

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	20 933	19 907
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	20 933	19 907

**Note****18. Obligations contractuelles**

La municipalité a engagé, à même ses budgets d'opérations subséquents, les montants suivants avec trois entrepreneurs:

Pour le déneigement, le transport et l'opération du dépôt de neige usées:

Contrats d'une durée de 3 ans, échéants en 2015, pour les montants suivants:

2014	216 264 \$ plus les taxes
2015	108 139 \$ plus les taxes

Pour les contrats de location de matériel:

2014 à 2017	2 254 \$ plus les taxes par année
-------------	-----------------------------------

Pour le service d'incendie:

Envers une autre municipalité, pour les exercices de 2007 à 2016 inclusivement, 121 500 \$ (indexé de 3 % annuellement)

Organismes affiliés

La municipalité s'est engagée à assumer une partie des dépenses des organismes suivants:

M.R.C. de Joliette: Quote-part annuelle

C.I.T. Joliette-Métropolitain: Quote-part annuelle

Transport adapté du Joliette-Métropolitain: Quote-part annuelle

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

---

PARTICIPATION AU DEFICIT ANNUEL DE L'OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION

La municipalité de Crabtree s'est engagée envers l'Office municipal d'habitation de Crabtree à contribuer financièrement d'année en année à 10 % de son déficit d'exploitation.

GESTION DES MATIERES RESIDUELLES

En 1999, la municipalité a effectué la délégation complète de compétence pour la gestion des matières résiduelles en faveur de la Municipalité régionale de comté de Joliette (M.R.C.). En vertu des responsabilités qui lui ont été cédées, la M.R.C. a accordé un contrat à un entrepreneur pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2015. La part de la Municipalité pouvant fluctuer selon le nombre d'unités, s'établit approximativement à 254 966 \$ plus taxes pour l'année 2014 et 262 615\$ plus taxes pour l'année 2015.

**19. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

S/O

**b) Auto-assurance**

S/O

**c) Poursuites**

S/O

**d) Autres**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**22. Instruments financiers**

S.O.

---

**23. Entente avec Kruger inc.**

La portion de la dette à long terme devant être assumée par la société Kruger inc. est présentée à titre de dette à long terme à la charge des débiteurs hypothécaires. Les frais de financement relatifs à cette portion de la dette à long terme sont présentés à titre de frais de financement à la charge des débiteurs hypothécaires et le recouvrement de ces frais est présenté au niveau des autres revenus de sources locales.

De plus, la municipalité assume 5.79 % des coûts d'exploitation de l'usine de traitement, qui s'élève à 61 998 \$ pour 2013.

---

**24. Données comparatives**

Pour des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été regroupées et reclassées.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 886 230	983 540
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 551 550	851 968
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ( ) ( )	( ) ( )
Financement des investissements en cours	4 697 303	195 903
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 16 666 883	17 309 450
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 18 801 966	19 340 861

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Exercice subséquent	8 234 689	77 700
- Voirie 2013	9	86 000
- Parc Érablière	10 5 647	25 664
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 240 336	189 364
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
- Aréna	22 12 100	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 12 100	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29 5 032	35 275
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 10 485	7 650
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 283 597	619 679
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 299 114	662 604
	39 551 550	851 968

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	43 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )	( )
Autres	45 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	( )
Autres		
-	48 ( ) ( )	( )
-	49 ( ) ( )	( )
	50 ( ) ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 ( ) ( )	( )
	52 ( ) ( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	53 697 303	195 903
Investissements à financer	54 ( ) ( )	( )
	55 697 303	195 903
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 28 787 275	27 079 088
Propriétés destinées à la revente	57 121 726	905 934
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 28 909 001	27 985 022
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 13 240 212	11 884 020
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 83 505	65 227
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 ( 1 081 599 ) ( )	( 1 273 675 )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 ( ) ( )	( )
	66 12 242 118	10 675 572
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 12 242 118	10 675 572
	69 16 666 883	17 309 450

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>                    </u>	2 <u>                    </u>	3 <u>                    </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 (                    )	(                    )
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 (                    )	(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (                    )	(                    )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 (                    )	(                    )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (                    )	(                    )
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Rendement espéré des actifs	34 (                    )	(                    )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Charge de l'exercice	36 <u>                    </u>	<u>                    </u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012	
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( _____ ) ( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date), sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( 17 412 )	( 14 843 )
Charge de l'exercice	58 ( 544 )	( 2 569 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ( <u>17 956</u> )	( <u>17 412</u> )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( 17 956 )	( 17 412 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( <u>17 956</u> )	( <u>17 412</u> )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 544	2 569
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	66
	544	2 569
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( )	68 ( )
	544	2 569
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 544	2 569
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77 544	2 569

**Informations complémentaires**

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

**Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation**

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

**Description des régimes et autres renseignements**

La municipalité participe à un régime de retraite simplifié pour les employés jusqu'à concurrence de 7 % de la rémunération (9% pour le directeur général).

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91	<u>46 468</u>	<u>42 582</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
 93  Non

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>1</u>	<u>1</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	<u>1 044</u>	<u>1 025</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	4 303	3 454
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>4 303</u>	<u>3 454</u>

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	13 323 717
---------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	10 485
Débiteurs	8	1 081 599
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	630 011
Autres		
-	12	
-	13	

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	11 601 622
---	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

---

Endettement net à long terme	16	11 601 622
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	47 071
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

---

Endettement total net à long terme	20	11 648 693
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)

---

	21	
--	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	11 648 693
---	----	------------

---

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

---

---

## **RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

TAXES		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 677 412	2 686 056	2 669 147
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	307 405		
Activités de fonctionnement	6	354 000	584 717	575 527
Activités d'investissement	7			
Autres	8	233 595		
	9	3 572 412	3 270 773	3 244 674
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	323 010	458 536	537 652
Égout	11	137 700		
Traitement des eaux usées	12	10 700		
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18		317 402	339 761
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	471 410	775 938	877 413
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	471 410	775 938	877 413
	26	4 043 822	4 046 711	4 122 087

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
<b>Immeubles des réseaux</b>			
Santé et services sociaux	32	5 993	6 442
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	23 007	27 508
	35	29 000	27 508
<b>Autres immeubles</b>			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	29 000	27 508
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	29 000	27 508
			29 925

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>TRANSFERTS</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	11 000	11 879
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59	7 000	7 329
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	2 167	
Réseau de distribution de l'eau potable	68		31 943
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76	8 594	
Protection de l'environnement	77	13 500	15 262
Autres	78		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		15 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84	60 000	
Autres	85		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86	5 995	
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	3 250	
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	111 506	66 413
			63 967

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		167 764
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		167 765
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		167 765
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129		503 294

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	95 000	208 003	177 640
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137		8 594	8 594
	138	95 000	216 597	186 234
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	206 506	283 010	753 495

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		36 855
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		36 855
Réseau d'électricité			
	180		
	181		36 855

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	5 500	40 097	27 023
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	3 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	200 845	9 988	
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	519 100	550 738	471 145
Réseau d'électricité	194			
	195	728 445	600 823	498 168
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	728 445	600 823	535 023
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	16 500	4 708	5 023
Droits de mutation immobilière	198	60 000	136 768	71 340
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200	10 000	11 490	12 510
	201	86 500	152 966	88 873
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	19 000	27 712	22 491
<b>INTÉRÊTS</b>	203	55 392	33 906	37 918
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			550
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	30 100	30 739	33 520
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		158 618	118 208
Autres	210	10 100	296 438	355 348
	211	40 200	485 795	507 626

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	101 889	97 111		97 111	107 417
Application de la loi	2	600	379		379	726
Gestion financière et administrative	3	348 933	397 755	13 877	411 632	339 444
Greffe	4	9 925				
Évaluation	5	41 644	41 738		41 738	41 593
Gestion du personnel	6	99 015				
Autres	7		132 542		132 542	108 623
	8	602 006	669 525	13 877	683 402	597 803
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	368 438	372 309		372 309	328 106
Sécurité incendie	10	151 197	150 484	2 870	153 354	150 947
Sécurité civile	11	1 337	2 243		2 243	6 398
Autres	12	36 196	33 117		33 117	35 307
	13	557 168	558 153	2 870	561 023	520 758
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	479 190	506 106	210 891	716 997	681 765
Enlèvement de la neige	15	230 677	228 382		228 382	237 732
Éclairage des rues	16	32 000	29 222		29 222	25 135
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	33 785	32 404		32 404	22 820
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	775 652	796 114	210 891	1 007 005	967 452

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

	<u>Budget 2013</u>		<u>Réalisations 2013</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2012</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	259 546	235 571	67 074	302 645	296 881
Réseau de distribution de l'eau potable	24	39 129	45 559	102 859	148 418	163 404
Traitement des eaux usées	25	96 000	91 041	336 838	427 879	423 213
Réseaux d'égout	26	45 815	44 174	136 290	180 464	188 364
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	369 837	393 058		393 058	362 937
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	15 000				
Autres	39					
	40	825 327	809 403	643 061	1 452 464	1 434 799
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	6 026	5 382		5 382	3 681
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	6 026	5 382		5 382	3 681
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	70 581	66 277	26 243	92 520	104 888
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	17 829	17 838		17 838	17 935
Tourisme	49	3 900	3 926		3 926	3 906
Autres	50	1 000				
Autres	51		838 807		838 807	5 747
	52	93 310	926 848	26 243	953 091	132 476

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	36 974	48 041	11 755	59 796	45 004
Patinoires intérieures et extérieures	54	378 167	400 476	55 690	456 166	410 650
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	153 350	121 511	54 356	175 867	186 506
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	334 763	340 074		340 074	317 339
	60	903 254	910 102	121 801	1 031 903	959 499
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	82 439	81 919	3 242	85 161	74 418
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	82 439	81 919	3 242	85 161	74 418
	67	985 693	992 021	125 043	1 117 064	1 033 917
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	389 748	382 944		382 944	382 235
Autres frais	70		34 951		34 951	25 383
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	389 748	417 895		417 895	407 618
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
74	897 500	1 021 985	( 1 021 985 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité de Crabtree (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Boisvert & Chartrand, s.e.n.c.r.l.

par Guy Chartrand, CPA auditeur, CA

Joliette

DATE 2014-04-28

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		4 046 711
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
<b>Revenus de taxes</b>	11		<hr/> <b>4 046 711</b>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes			1	4 046 711
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>4 046 711</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires		5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM		6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	516 399	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	<u>                    </u>	10 <u>516 399</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>3 530 312</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 <sup>2</sup>	1	<u>292 503 700</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2013 <sup>2</sup>	2	<u>294 839 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>293 671 350</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>3 530 312</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>293 671 350</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2013</b>	6	1   ,   2   0   2   1   / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
<b>Infrastructures</b>			
Conduites d'eau potable	1	533 234	64 610
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	595 270	53 752
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	226 550	1 230 720
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	274 202	39 214
Réseau d'électricité	12		
<b>Bâtiments</b>			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	24 000	23 106
Améliorations locatives	15	72 000	39 210
<b>Véhicules</b>			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	9 650	21 150
Machinerie, outillage et équipement divers	19	46 754	75 011
Terrains	20	17 236	32 578
Autres	21		
	22	322 550	2 730 172
			1 377 643

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<b>Remplacement d'infrastructures existantes</b>			
Conduites d'eau potable	23	533 234	64 610
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	595 270	53 752
Autres infrastructures	27	1 504 922	1 091 332
<b>Infrastructures pour nouveau développement</b>			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	96 746	167 949
	34	2 730 172	1 377 643

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	11 499 652	2 137 102	647 602	12 989 152
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	449 595		115 030	334 565
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	11 949 247	2 137 102	762 632	13 323 717
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	7 650	2 835		10 485
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 691 864	114 639	234 187	3 572 316
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	6 976 058	2 019 628	336 369	8 659 317
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	10 675 572	2 137 102	570 556	12 242 118
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	825 717		77 914	747 803
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	447 958		114 162	333 796
	19	1 273 675		192 076	1 081 599
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	1 273 675		192 076	1 081 599
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	1 273 675		192 076	1 081 599
	26	11 949 247	2 137 102	762 632	13 323 717
Dettes en cours de refinancement					
	27	( )		( )	
	28	11 949 247	2 137 102	762 632	13 323 717

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1	5 980		
Évaluation	2	41 344	41 344	41 344
Autres	3	27 307	25 749	23 550
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	682	1 028	1 236
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	27 788	32 404	22 820
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	785		
Matières résiduelles	12	364 837	365 326	359 791
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15		785	765
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	892	892	869
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	5 189	5 190	5 059
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	21 729	21 764	21 841
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	537	2 731	17 012
Activités culturelles	23	1 610		
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	498 680	497 213	494 287

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	4,00	35,00	242 472	66 564	309 036
Professionnels	2					
Cols blancs	3	21,00	35,00	257 984	71 684	329 668
Cols bleus	4	31,00	40,00	430 277	125 136	555 413
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	56,00		930 733	263 384	1 194 117
Élus	9	7,00		70 516	7 369	77 885
	10	63,00		1 001 249	270 753	1 272 002

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	31 943			31 943
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	251 067			251 067
	17	283 010			283 010

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1	379	27		53	379	79		105	379	131
Évaluation	2	41 738	28		54	41 738	80		106	41 738	132
Autres	3	627 408	29	13 877	55	641 285	81	40 097	107	601 188	133
	4	669 525	30	13 877	56	683 402	82	40 097	108	643 305	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	372 309	31		57	372 309	83		109	372 309	135
Sécurité incendie	6	150 484	32	2 870	58	153 354	84		110	153 354	136 10 075
Sécurité civile	7	2 243	33		59	2 243	85		111	2 243	137
Autres	8	33 117	34		60	33 117	86		112	33 117	138
	9	558 153	35	2 870	61	561 023	87		113	561 023	139 10 075
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	506 106	36	210 891	62	716 997	88		114	716 997	140 120 733
Enlèvement de la neige	11	228 382	37		63	228 382	89		115	228 382	141
Autres	12	29 222	38		64	29 222	90		116	29 222	142
Transport collectif	13	32 404	39		65	32 404	91		117	32 404	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	796 114	41	210 891	67	1 007 005	93		119	1 007 005	145 120 733
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	235 571	42	67 074	68	302 645	94		120	302 645	146 8 696
Traitement des eaux usées	17	45 559	43	102 859	69	148 418	95	9 988	121	138 430	147 144 856
Réseaux d'égout	18	91 041	44	336 838	70	427 879	96		122	427 879	148 19 740
Autres	19	44 174	45	136 290	71	180 464	97		123	180 464	149 97 821
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	393 058	46		72	393 058	98		124	393 058	150
Matières recyclables	21		47		73		99		125		151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	809 403	52	643 061	78	1 452 464	104	9 988	130	1 442 476	156 271 113

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement		
<b>Santé et bien-être</b>														
Logement social	157	5 382	172		187	5 382	202		217		5 382	232		11 325
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233		
Autres	159		174		189		204		219			234		
	160	5 382	175		190	5 382	205		220		5 382	235		11 325
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>														
Aménagement, urbanisme et zonage	161	66 277	176	26 243	191	92 520	206		221		92 520	236		2 559
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237		
Promotion et développement économique	163	21 764	178		193	21 764	208		223		21 764	238		
Autres	164	838 807	179		194	838 807	209		224		838 807	239		
	165	926 848	180	26 243	195	953 091	210		225		953 091	240		2 559
<b>Loisirs et culture</b>														
Activités récréatives	166	910 102	181	121 801	196	1 031 903	211	548 660	226		483 243	241		2 090
Activités culturelles														
Bibliothèques	167	81 919	182	3 242	197	85 161	212	2 078	227		83 083	242		
Autres	168		183		198		213		228			243		
	169	992 021	184	125 043	199	1 117 064	214	550 738	229		566 326	244		2 090
<b>Réseau d'électricité</b>														
	170		185		200		215		230			245		
	171	4 757 446	186	1 021 985	201	5 779 431	216	600 823	231		5 178 608	246		417 895

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013***Non audité*

		<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	2 730 172	1 377 643
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	2 730 172	1 377 643

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		2013	2012
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	983 540	817 032
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		7
Solde redressé au début de l'exercice	3	983 540	817 039
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	175 169	344 310
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(25 790)	
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(246 689)	(175 700)
Réserves financières et fonds réservés	8		(2 109)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(97 310)	166 501
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	886 230	983 540
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	189 364	95 077
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	189 364	95 077
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(195 717)	(81 413)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	246 689	175 700
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	50 972	94 287
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	240 336	189 364
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	662 604	392 909
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(4 071)
Solde redressé au début de l'exercice	25	662 604	388 838
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(54 209)	(26 686)
Activités d'investissement	27	(297 181)	298 343
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		2 109
Financement des investissements en cours	29		
	30	(351 390)	273 766
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	311 214	662 604

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

	2013	2012
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( )	( )
<b>Augmentation de l'exercice</b>		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ( )	( )
	40 ( )	( )
	41 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42 ( )	( )
	43 ( )	( )
<b>Diminution de l'exercice</b>		
Affectations aux activités de fonctionnement	44	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	
	46	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	47 ( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	48 195 903	(2 075 144)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	(4)
Solde redressé au début de l'exercice	50 195 903	(2 075 148)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51 501 400	2 271 051
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Réserves financières et fonds réservés	54	
	55 501 400	2 271 051
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	56 697 303	195 903
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	57 17 309 450	19 120 824
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	
Solde redressé au début de l'exercice	59 17 309 450	19 120 824
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	60	
Excédent de fonctionnement affecté	61	
Variation résiduelle de l'exercice	62 (642 567)	(1 811 374)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	63 16 666 883	17 309 450

**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	
Diminution		
	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	619 679 9	10	11	131 816 12	467 898 13	14	283 597
	15	619 679 16	17	18	131 816 19	467 898 20	21	283 597

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 □ 4 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 4 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 5 □ 6 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 8 □ 7 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 7 □ 4 □ 0 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(Montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**6  ,  %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Voirie	,0700	1	
Entretien des cours d'eau et fossés	,0100	1	
Eau chalet	125,0000	4	
Eau station d'épuration des eaux	1 426,3700	7	par 1000 mètres cubes
Eau immeuble chambres à louer	1 434,7200	7	par 1000 mètres cubes
Eau usagers industriels(2000 m3 et plus)	1 380,8200	7	par 1000 mètres cubes
Eau usagers industriels(2000 m3 et moins)	1 450,0000	7	par 1000 mètres cubes
Eau non résidentiels code R 10% et plus	1 434,7200	7	par 1000 mètres cubes
Assainissement des eaux	,0600	1	
Aqueduc et égout	,1000	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	90 874	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	150	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 111, 4e Avenue  
(no) (rue)  
Crabtree, Qc J0K 1B0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 754-3434  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 754-2172  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel prondeau@municipalitecrabtree.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Pierre Rondeau

Téléphone (450) 754-3434  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 754-2172  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel prondeau@municipalitecrabtree.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Boisvert & Chartrand, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 837 rue Notre-Dame  
(no) (rue)  
Joliette, Qc J6E 3J7  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 756-0534  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 756-0057  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel guychartrand@bcall.cc

Responsable du dossier Guy Chartrand, CPA auditeur, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 

---

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Pierre Rondeau , atteste que le rapport financier de Crabtree pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-04-28 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Crabtree consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Crabtree détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (538 895) \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,2021 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-04-28 09:15:00

Date de transmission au Ministère :